

# Les forêts victimes de l'obsession productiviste

« Notre civilisation industrielle semble se caractériser par une véritable haine de l'arbre et de tout ce qu'il représente », notaient déjà les auteurs de l'ouvrage "France, ta forêt fout le camp" paru en 1977 (éd. Stock). Alors que l'exploitation de la forêt s'intensifie, poussée notamment par les planificateurs de la « transition » énergétique, le journaliste Gaspard d'Allens vient de publier une enquête d'un an sur le sujet : "Main basse sur nos forêts" (Seuil, 2019).

***La Décroissance*** : Dans les années 1970, la presse écologiste s'alarmait déjà de l'exploitation industrielle de la forêt. En quoi s'intensifie-t-elle ces dernières années ?

Gaspard d'Allens : Dès l'après-guerre, l'État a lancé une sorte de plan Marshall des forêts pour développer l'exploitation du bois. Le Fonds forestier national a été créé à ce moment-là, avec l'idée de planter principalement des résineux sur 2 millions d'hectares. C'était un objectif considérable, qui était lié à l'exode rural : les discours de Pisani de l'époque sont très clairs là-dessus, l'exode rural a été une politique orchestrée par l'État, et dans beaucoup de régions des forêts nouvelles ont remplacé les terres cultivées des paysans. Cela s'est beaucoup vu dans le Limousin notamment : sur le plateau de Millevaches, par exemple, des granges et des fermes ont été détruites pour laisser place à une forêt artificielle qui n'existait pas au début du siècle, avec des grandes surfaces de résineux qui étaient détenues par des propriétaires lyonnais, des banques, au détriment des paysans qui se faisaient déposséder de leur territoire. Dans les années 1960-1970, il y a eu une nouvelle poussée de productivisme forestier, notamment avec la création de l'ONF. Un des premiers directeurs de l'Office, Christian Delaballe, disait en 1970 : « Il faut à tous les niveaux créer une obsession de la productivité. » Ça dénote bien la vision industrielle de la forêt. Le ministre de l'Agriculture Michel Cointat faisait directement le parallèle avec l'agriculture intensive : « À partir du moment où on peut gagner de l'argent en forêt, on peut la traiter comme un champ de tomates ou de petits pois. » Cette idéologie productiviste est portée à la fois par les technocrates de l'État, par des grandes banques, des assurances...

La Caisse des dépôts et consignations investit beaucoup dans les forêts du Morvan, où on retrouve aussi des firmes comme Axa. Elle détient à l'échelle de la France 21 000 hectares, soit à peu près la superficie de la forêt de Fontainebleau. Dès les années 1970, des écologistes dénoncent cette logique : les Amis de la Terre par exemple, ou *La Gueule Ouverte* qui publie plusieurs articles sur les épandages massifs de défoliants par avion et hélicoptère. Dans le Morvan, la Marne, la Haute-Vienne, des vieilles forêts de feuillus ont été détruites par ces défoliants pour planter du résineux ensuite.

Cette exploitation industrielle de la forêt s'aggrave encore aujourd'hui. Notamment avec l'arrivée des abatteuses, à partir des années 1990 et surtout après

la tempête de 1999. On est un peu sur le même scénario que celui que raconte Naomi Klein dans son livre *La Stratégie du choc* : les cataclysmes naturels servent souvent de prétexte pour modifier en profondeur un secteur et le mettre sous le joug de l'économie néolibérale, comme l'ouragan Katrina a permis de remodeler La Nouvelle-Orléans en vidant le centre-ville des pauvres. En 1999, en France, la tempête a fait tomber beaucoup d'arbres, les industriels de la forêt ont fait venir des grandes machines, importées de Finlande notamment, pour les débiter, et les ont gardées ensuite. À partir de 1999, le nombre d'abatteuses hyper productives a été multiplié par deux, elles ont remplacé de plus en plus de bûcherons. Cette mécanisation très forte est un premier élément d'aggravation.

Le deuxième facteur qui intensifie l'exploitation du bois, c'est l'engouement pour la « biomasse », notamment depuis les années 2010 et le Grenelle de l'environnement. La « transition » énergétique crée une tension supplémentaire sur la forêt. Des industriels se vantent même d'exploiter plus complètement le bois, de ramasser les souches et les andains après une coupe pour laisser un « champ propre », alors que ces rémanents sont essentiels pour le renouvellement des sols. Et on coupe les arbres encore plus tôt qu'avant : des pins de 35 ans sont abattus, 80 % des arbres de nos forêts ont moins de 100 ans. La logique de l'extractivisme est toujours plus approfondie : il s'agit de ponctionner le vivant jusqu'au bout, de plier le temps de la nature à celui du marché.

***Ceux qui veulent rassurer sur l'état de la forêt disent souvent que les surfaces de forêts augmentent... Au contraire, vous montrez que l'industrialisation de la forêt est un désastre écologique.***

Une superficie, ça ne suffit pas à résumer l'état d'une forêt, sa qualité, sa santé, son rôle écologique, l'écosystème qu'elle renferme. Or il est clair qu'il y a une énorme perte biologique dans les forêts, notamment dans les monocultures résineuses. Quand on se balade sous les pins Douglas du Morvan, on est dans une sorte de forêt fantôme, silencieuse : il n'y a plus de chants d'oiseaux, c'est un désert biologique. Même le sol est appauvri, du fait de l'acidification due à l'enrésinement. Il y a vingt fois moins de lombrics dans une forêt d'épicéas que dans une forêt de feuillus, 99 fois moins de bactéries. Et les sols sont érodés, tassés par les machines qui

détruisent leur fragile symbiose mycorhizienne et qui déstructurent le milieu aquatique. C'est très impressionnant de voir des abatteuses en action : l'arbre nous dépasse, il a quelque chose de majestueux ; là, il est transformé en une sorte de cure-dents par ces monstres de 35 tonnes, mi-tractopelle mi-moissonneuse-batteuse, qui arrachent les arbres et les débitent comme si c'était un bouquet de pâquerettes. Après une coupe rase, la forêt ressemble à un champ de bataille.

La sylviculture industrielle a des conséquences environnementales très lourdes, depuis la plantation de monocultures jusqu'à la coupe rase. Dans une monoculture, quand on exploite des arbres du même âge et de la même espèce, on a les mêmes problèmes que dans un élevage industriel de 50 000 poulets : des pathogènes arrivent, des maladies, qu'il va falloir traiter chimiquement. Soixante-dix types de pesticides, d'insecticides, d'herbicides et de fongicides sont utilisés en forêts, pour dégager les parcelles ou pour lutter contre les Scolytes, par exemple, qui se répandent dans les monocultures.

Il ne faut surtout pas croire les industriels quand ils disent que la forêt est en bonne santé : la filière investit énormément dans agressifs pour dire que la forêt se porte bien. On peut les croire si on s'en remet à leurs chiffres, mais pas si on sort sur le terrain : or aujourd'hui les gens ne s'y promènent plus, les trois quarts de nos enfants passent moins d'une heure par jour dehors. C'est moins que le temps de sortie qu'on accorde aux détenus de nos prisons. Cette méconnaissance, cette dépossession de la forêt fait le jeu des industriels.

***Dans votre ouvrage, vous soulignez que l'industrie mondialisée du bois a mis à mal toute une économie traditionnelle liée à la forêt.***

En parallèle de l'exode rural, il y a eu un exil forestier. Avant, il existait 50 métiers dans nos forêts, il y avait un tissu d'activités artisanales qui maillaient le territoire. Dans les années 1960, on comptait encore 10 000 scieries en France, maintenant il n'y en a plus que 1 500. Les territoires ont été déposés de cette économie à échelle humaine au profit des grands industriels qui exportent du bois standardisé, et investissent dans le bois-énergie en profitant des opportunités fiscales, des subventions, du soutien des pouvoirs publics. Toute une économie ancrée sur un territoire, qui permettait de fournir en circuits courts des produits finis en travaillant le bois de la grume à la charpente, a été détruite par cette industrialisation. Aujourd'hui, le bois de construction vient souvent des forêts du nord, le bois d'Ikea est coupé dans des forêts roumaines. Notre ressource en France part en exportation sans être travaillée sur place : 15-20 % de nos grumes de chêne sont expédiées en Chine dans des grands cargos, pour nous revenir en meubles par la suite... vingt fois plus cher ! Le bois est le deuxième poste de dépense qui grève notre

balance commerciale à hauteur de 6,7 milliards d'euros par an. Juste après les hydrocarbures ! On est dans une économie capitaliste complètement aberrante, avec des flux de transports délirants, où le bois fait plusieurs fois le tour du monde. Le bois a perdu sa noblesse, nous-mêmes nous avons perdu le rapport charnel à nos meubles, à chaque déménagement on en change... Il y a encore une économie artisanale du bois qui essaie de survivre, dans des niches, mais le modèle industriel domine.

***Aujourd'hui, c'est au nom de l'écologie et de la « transition » énergétique que s'accroît l'exploitation de la forêt.***

La « transition » est une terrible escroquerie intellectuelle, qui fait complètement l'impasse sur la réduction de nos besoins énergétiques et de notre consommation, en faisant croire qu'on pourra substituer une source d'énergie à une autre tout en gardant le même mode de vie. À partir des années 2010, avec le Grenelle de l'environnement, plusieurs projets de méga-centrales à biomasse ont été lancés. Le bois est une super énergie pour se chauffer, avec des outils simples comme des poêles, mais là il s'agit de tout autre chose : ces centrales doivent produire de l'électricité en brûlant des quantités énormes de bois, pas du tout en adéquation avec la ressource locale. Pour l'usine de Gardanne, dans le sud de la France, il faudrait plus de 850 000 tonnes de bois par an ; il est prévu que 55 % du bois soit importé du Canada pendant les dix premières années, pour faire de l'électricité dite « verte » avec des tarifs bonifiés. C'est une situation absurde, qui ne prend pas en compte le fait que le bois a traversé le monde entier et que les rendements énergétiques sont mauvais. Ça n'a rien de vert. En Angleterre, la situation est aussi complètement hallucinante : les centrales à biomasse ont besoin de 60 millions de tonnes par an, 7 fois plus que la production de bois dans les forêts du pays tous usages confondus. Rien que pour approvisionner la centrale de Drax, ça représente 120 % de la production de bois nationale. Résultat, il faut aller couper des forêts boréales d'Amérique du nord pour nourrir nos rêves de transition énergétique.

Deuxième point : les climatologues disent que brûler de la biomasse pour produire de l'électricité, ce n'est pas du tout une solution contre le changement climatique. Quand on brûle du bois, on libère immédiatement du CO<sub>2</sub>, et il faut attendre 100 ans, le temps que les nouveaux arbres qu'on a plantés aient suffisamment poussé, pour que le carbone libéré soit à nouveau absorbé.

Il ne faut pas avoir d'illusion sur la « transition », surtout que ce sont les mêmes entreprises de l'énergie fossile qui investissent aujourd'hui dans la biomasse : Total est le premier producteur de pellets en France, des firmes comme Areva et le CEA font des recherches sur les biocarburants à partir de

bois... Ils se donnent une image verte tout en étant soutenus par les pouvoirs publics.

***Les écolos technocrates qui appellent à exploiter davantage la « biomasse » pour la « transition » énergétique jouent-ils donc le rôle d'idiots utiles ?***

Je crois qu'il y a vraiment deux visions du monde qui s'opposent : quand on est dans une approche purement comptable, rivés aux tableaux Excel avec des œillères sur les côtés, on ne voit pas ce qui est en train de se jouer sur le terrain. À Saint-Ouen, les élus locaux sont ravis d'avoir un chauffage urbain qui va fonctionner -avec du « charbon vert », des pellets de bois- comme ceux que risque de produire l'usine CIBV dans le Limousin. Sauf que les habitants du plateau de Millevaches, en proie à la désertification, ne voient pas du tout les choses de la même manière : eux, ils sont dépossédés du territoire qu'ils habitent, qui est transformé pour les besoins de l'industrie, pour alimenter les métropoles, et pour que des élus locaux puissent se dire écologistes en utilisant une énergie prétendument verte. Aujourd'hui, c'est une question de territoire qui se joue : la transition énergétique, c'est aussi une guerre des métropoles contre les campagnes, vues comme des gisements de ressources et d'énergie, ou des espaces-poubelles comme à Bure, qui reçoivent les rejets de la société nucléaire.

**Dans la lignée du livre de Jean-Baptiste Vidalou, "Être forêts" (La Découverte, 2017), vous appelez d'ailleurs à cultiver un autre rapport au monde, sensible, contre le rouleau compresseur industriel.**

Dans le vocabulaire de l'aménageur, du gestionnaire, ou même de l'écologiste qui emploie un discours ultra technique pour la préserver, la forêt est considérée comme un « puits de carbone » qui offre des « services écosystémiques » un stock de ressources, « un gisement de biomasse » ...

À travers un langage s'écrit un monde, un monde utilitaire où la forêt doit d'abord servir, où tout est transformé en abstraction, jusqu'à ce qu'un arbre majestueux parte en copeaux pour fournir de l'électricité... C'est un discours qui nous coupe du réel.

Aujourd'hui, on est dans une situation très paradoxale : alors que très peu de personnes sont capables de reconnaître les essences d'arbres et qu'on marche de moins en moins en forêt, des livres qui parlent de la capacité de communication des arbres sont des best-sellers, des stages payants de sylvothérapie attirent des cadres stressés... Pendant que de l'autre côté, les abatteuses moissonnent les forêts comme du blé. Il faut retrouver un lien avec la forêt, avec le vivant, pour défendre un autre rapport au monde. Et il faut politiser la question : l'amour pour les arbres doit conduire à un combat pour une forêt, vivante. Ce combat a lieu dès maintenant : Des luttes contre des grands projets prennent appui sur la forêt, qui devient un maigre maquis face aux aménageurs : occupation du bois Lejuc à Bure face aux nucléocrates, ZAD de Notre-Dame-des-Landes, lutte dans la forêt de Sivens contre le projet de barrage, dans la forêt de Hambach en Allemagne contre la mine de charbon... À ces luttes s'ajoutent les combats de sylviculteurs et de forestiers, notamment à l'ONF — où les conditions de travail se sont fortement dégradées à cause des pressions productivistes de ces dernières années, avec une cinquantaine de suicides depuis 2002 et un sentiment général de perte de sens du métier —, pour une sylviculture douce. Et des gens s'engagent dans des alternatives forestières, de la petite scierie mobile à l'artisan en charpente traditionnelle... Je pense que c'est en faisant converger ces mouvements que nous pourrions résister à l'industrialisation.

*Article paru dans le n° 160 de "La Décroissance" (juin 2019)*